

INTRODUCTION

Le Tiers-Monde ou, dans un vocabulaire plus politiquement correct, le Sud, se caractérise par une structure sociale fortement déséquilibrée, comportant une masse importante de pauvres et une minorité de très riches. La main-d'œuvre surexploitée ne bénéficie quasiment pas de protection sociale et le système repose sur des rapports de sujétion quasi féodaux. Mais cette configuration est synonyme de profits élevés pour le capital.

Au Nord, développé, le paysage est différent: une classe moyenne nombreuse, essentiellement composée de salariés, distingue l'architecture sociale. Grâce à l'intervention redistributrice de l'État, les salaires et les avantages sociaux sont plus élevés, mais amputent d'autant les profits potentiels.

Notre hypothèse est que pour tenter de résoudre la crise qui a frappé le profit dès les années 1970, le capital (la finance internationale) déploie une stratégie à l'échelle mondiale. En référence à la doctrine néolibérale, il s'agit de convaincre les masses de l'intérêt collectif de la primauté du profit et d'étendre à l'ensemble de la planète la structure d'exploitation et de domination caractéristique des pays du Sud. À terme, la mondialisation néolibérale vise la Tiers-Mondialisation de la planète.

Après la Deuxième Guerre mondiale, dans un contexte de «guerre froide», on assiste à la mise en place de deux formes du libéralisme régulé: le compromis fordiste au Nord et le clientélisme nationaliste au Sud. La nécessité de sauver le libéralisme du danger communiste conduit les capitalistes à accepter un partage de la valeur ajoutée

plus favorable aux salariés. Au Nord, il en résulte une augmentation continue du pouvoir d'achat des salariés qui élargit le marché des productions industrielles et alimente la croissance économique. Au Sud, les dirigeants peuvent mettre en place des stratégies de développement autocentrées, fondées sur une industrialisation tournée vers le marché intérieur. Au cours des « Trente glorieuses », ces configurations économiques et sociales, caractérisées par une forte intervention de l'État, engendrent l'expansion rapide d'une classe moyenne (essentiellement ouvrière) au Nord ainsi que l'apparition d'embryons de celle-ci (principalement liée à l'État) dans certains pays du Sud. À l'époque, on a pensé que le Sud était en voie de rattraper son « retard » vis-à-vis du Nord et qu'il pouvait tendre vers une structure sociale plus équilibrée.

La crise des années 1970 au Nord et la chute du mur de Berlin changent la donne. Les capitalistes saisissent cette opportunité pour remettre en cause les concessions faites aux salariés et à la classe moyenne en général. Le capitalisme s'oriente vers la financiarisation et la dérégulation pour rehausser les profits. Cette évolution implique un ajustement structurel permettant de réduire les consommations « improductives » de surplus pour revenir à un partage de la valeur ajoutée plus conforme aux exigences anciennes. Dit autrement, en réduisant les salaires et en défaisant l'État-providence au Nord et en déconstruisant le développement autocentré au Sud, il convient de réintensifier l'exploitation.

Le néolibéralisme va servir de base à des politiques économiques et sociales régressives ainsi qu'à la rhétorique médiatique destinée à convaincre les populations du « bien-fondé » des dites politiques. Au départ, le monétarisme inspire l'ajustement structurel à travers la désinflation compétitive au Nord et les programmes du consensus de Washington au Sud. La mise en œuvre de cet ajustement

bute essentiellement sur l'obstacle politique qui sera surmonté par le passage au post-consensus de Washington. Cette transition du monétarisme à l'ordolibéralisme assure la diffusion mondiale d'une «économie sociale de marché» purifiée. Ainsi, l'économique et le social sont progressivement déconnectés du politique, la démocratie devient virtuelle, la classe moyenne est en voie d'euthanasie... Le capitalisme financiarisé globalise la structure sociale fortement polarisée des pays du Sud les plus pauvres: c'est la Tiers-Mondialisation de la planète.

L'ambition de cet ouvrage est de mettre en lumière les stratégies, les processus, les tendances et les événements qui, depuis des années, convergent vers cet objectif. À cette fin, la démarche s'effectuera en six étapes (chapitres).

Le premier chapitre propose de définir le néolibéralisme en le replaçant dans le cadre de l'évolution de la pensée économique libérale, dont l'origine lointaine se situe au *Siècle des Lumières*. Les libéraux partagent la conviction que le marché est l'institution la plus efficace pour la création et la répartition des richesses. Leurs divergences de vues ont trait à son fonctionnement. Pour les néoclassiques et les keynésiens, le marché n'est pas pleinement efficace dans tous les domaines. Dans ces conditions, il convient de pallier ses défaillances et ses lacunes par une intervention extérieure raisonnée (de l'État), dont la nature et l'intensité varient selon les auteurs. Pour les néolibéraux, sous certaines conditions, le marché assure ses fonctions de façon automatique et efficace, si bien qu'il est inutile, voire dommageable, d'intervenir dans son fonctionnement. De plus, l'intervention étatique est instrumentalisée à son profit par la classe moyenne par le biais de la classe politique, engendrant de ce fait l'inefficacité économique. Par conséquent, il s'avère nécessaire de «laisser faire» le marché.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, le libéralisme «interventionniste» a largement inspiré les

politiques économiques et sociales mises en œuvre à l'intérieur du monde «libre». Au Nord débutent les «Trente glorieuses», caractérisées par une croissance significative et continue, due à la mise en place et au développement du système fordiste combinant production, consommation de masse et État-providence. Fondée sur l'extension du marché intérieur du Nord, la croissance a pour effet de réduire l'intérêt et l'importance des relations économiques Nord-Sud. Dans ce contexte, rendu encore plus favorable par la guerre froide, le Sud acquiert un surcroît d'autonomie qui l'autorise à mettre en œuvre des stratégies nationalistes centrées sur le développement du marché intérieur. Pendant un temps, les bonnes performances économiques du Sud donnent l'illusion de la possibilité d'un rattrapage rapide du niveau de développement de l'Occident. À partir du début des années 1970, une double crise frappe le Nord et le Sud. Au Nord, la baisse des gains de productivité, l'inflation, l'abandon des changes fixes, les chocs pétroliers, le corporatisme... vont provoquer la faillite du système fordiste, de l'État-providence, des politiques keynésiennes... Au Sud, la dégradation de l'environnement international, les excès des régimes clientélistes... favorisent la fuite en avant qui engendre un endettement croissant. Menacé, le système capitaliste doit s'adapter pour tenter de surmonter la crise. Cette adaptation implique, tant au Nord qu'au Sud, la fin des «dérives» économiques et sociales, génératrices de gaspillage et d'inefficacité. Le rétablissement des profits, nécessaire à la croissance, fait émerger la nécessité d'une mondialisation économique et financière débridée qui implique la reconnexion du Sud à travers une nouvelle configuration de ses rapports avec le Nord (chapitre II).

La mutation du système capitaliste a été précédée, puis accompagnée à partir de la fin des années 1970, par un changement de paradigme dans la pensée économique. Le

consensus libéral interventionniste d'inspiration keynésienne, prévalant depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, s'est graduellement délité, principalement en raison de son incapacité à résoudre le problème de la stagflation¹. Dans ce contexte favorable à la critique, les néolibéraux, soutenus par des forces conservatrices, ont mené avec succès une «contre-révolution». Pour ces économistes, l'immixtion croissante de l'État dans la vie économique et sociale trouble l'eau claire du marché. L'épuration du marigot, créé par l'intervention étatique, implique un retour aux fondamentaux du marché ainsi que la mise en œuvre de politiques d'assainissement comprenant la privatisation, la déréglementation, l'orthodoxie budgétaire, la réduction du rôle de l'État, la destruction de l'État-providence... Dans un deuxième temps, les théoriciens néolibéraux ont étendu leur contre-révolution aux pays du Sud. Pour eux, l'origine de la crise au Sud est à rechercher dans les stratégies nationalistes de développement fortement interventionnistes mises en œuvre et dans les dérives corruptives des régimes clientélistes mis en place au lendemain des indépendances. Au Nord comme au Sud, les solutions de sortie de crise ont fait l'objet d'un «consensus» établi à Washington (le «consensus de Washington»), largement inspiré du néolibéralisme monétariste, entérinant la prééminence du marché. Au Nord, l'application de la thérapie «consensuelle» s'est généralement déroulée de façon graduée, en raison des résistances politiques et sociales. Au Sud, la crise de la dette a été l'occasion d'imposer les politiques néolibérales sans ménagements, sous la forme de programmes d'ajustement structurel (PAS) menés sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (chapitre III).

L'application du consensus de Washington au Sud a pris la forme d'une thérapie de choc. Bien que fondées

1. La stagflation combine la stagnation économique et l'inflation.

sur des méthodes partiellement discutables, les évaluations des PAS indiquent des résultats très nuancés. Les quelques performances économiques positives, dans le domaine de l'inflation et accessoirement de la croissance, ont été obtenues au prix d'un coût social élevé. Cet ajustement «par le bas» a alimenté le scepticisme et ouvert la critique à l'encontre du consensus, tant sur ses fondements théoriques que sur ses modalités d'application. L'occurrence d'un certain nombre d'évènements et la prise de conscience du fait que l'ajustement néolibéral du Sud préfigure le devenir des pays du Nord, vont renforcer ladite critique en même temps que les résistances politiques. Par exemple, la crise asiatique et celles qui l'ont suivie ont mis à mal le mythe d'une liberté des marchés qui résoudrait les problèmes économiques, sociaux et politiques. Plus grave, ces crises ont mis en lumière les limites du modèle théorique néoclassique, fondement du néolibéralisme et du consensus de Washington. Ainsi sont notamment apparus des mouvements alter ou antimondialistes issus de la «société civile», une partie de la classe politique du Nord a saisi l'opportunité de grands rassemblements pour faire écho aux discours fustigeant le néolibéralisme, au Sud le jeu démocratique a porté au pouvoir des dirigeants ayant fondé leur campagne électorale sur la condamnation du consensus de Washington et des institutions qui l'imposent. Aux coups de boutoir de «gauche» s'ajoute une remise en cause de l'existence même du FMI et de la Banque mondiale, de la part des néo-conservateurs états-uniens qui soulignent l'inefficacité et le coût de fonctionnement élevé desdites institutions. Conscientes du danger, les institutions financières internationales (IFI) vont susciter une critique interne largement médiatisée, ne remettant pas en cause les fondements du consensus de Washington et justifiant la poursuite de leur mandat. Cette critique, entérinant l'échec relatif de l'ancien consensus, va engendrer une

évolution rhétorique censée traduire un nouvel agrément: le post-consensus de Washington d'inspiration ordolibérale (chapitre IV).

Le consensus de Washington a réussi à imposer, dans une certaine mesure, les politiques néolibérales tant au Nord qu'au Sud. Face à une contestation croissante, les néolibéraux sont amenés à se repositionner, à s'adapter aux nouvelles conditions de l'environnement, tout en conservant le même objectif. Il s'agit de préserver les acquis et d'intensifier la mondialisation dans sa version néolibérale. Comme cette démarche se heurte principalement à l'obstacle politique, il convient donc de contourner ledit obstacle afin de poursuivre l'imposition de la vision néolibérale du marché et de l'enchâsser de façon irréversible dans les structures. Cette nécessaire évolution va conduire à la formulation d'un «nouveau» consensus: le post-consensus de Washington, qui entérine, sur le plan théorique, le passage du monétarisme à l'ordolibéralisme. La promotion de ce nouveau cadre idéologique nécessite une caution scientifique qui sera donnée par les développements de la science économique: la croissance endogène, la nouvelle microéconomie et la nouvelle économie institutionnelle. Le passage du monétarisme à l'ordolibéralisme marque la reconnaissance de certaines inefficiences du marché qu'un cadre juridique et institutionnel approprié, doublé d'une intervention minimale de l'État, viendront pallier. Malgré tout, les fondements des politiques restent identiques, seul change l'habillement, le costume de l'ordolibéralisme étant plus neutre et donc politiquement et socialement plus correct (chapitre V).

Dans la pratique, la mise en œuvre du post-consensus de Washington s'opère dans le cadre de l'économie sociale de marché. Elle représente la suite logique du consensus de Washington pour répondre à la crise de gouvernabilité due aux excès de l'État-providence au Nord et du

nationalisme-clientéliste au Sud. D'essence ordolibérale, l'économie sociale de marché est un avatar de la doctrine sociale de l'Église. À travers un discours manipulateur aux accents sociaux et la mise en place d'un pseudo État-providence rénové, l'économie sociale de marché vise à réduire les demandes de redistribution adressées à l'État. Parallèlement, elle organise la précarité en s'attaquant à l'offre publique de protection sociale. Pour ce faire, il s'agit de déconnecter l'économique et le social du politique, en atomisant la puissance publique par l'application dévoyée du principe de subsidiarité. Grâce à l'instrumentalisation des institutions et à la technicisation de la gestion publique, la «bonne gouvernance» complète la disqualification du politique et rend la démocratie virtuelle, car le peuple n'a plus la maîtrise des grandes décisions qui le concernent. Néanmoins, les élites politiques conservent un rôle important dans la poursuite des politiques antisociales et dans le maintien de l'ordre en instaurant des rapports néo-féodaux avec la population (chapitre VI).

Ainsi, la voie semble assurée pour la croissance infinie des profits et la paupérisation corrélative de la majeure partie de la population, avec pour conséquence, à terme, la Tiers-Mondialisation de la planète.